

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société GURDEBEKE à LIHONS

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination du M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2006 délivré à la société GURDEBEKE SA pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux à LIHONS, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et Z.P n°26 (pro parte) et 41 (pro parte) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 2015 délivré à la société GURDEBEKE SA pour l'extension d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LIHONS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2018 délivré à la société GURDEBEKE SA modifiant l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2021 délivré à la société GURDEBEKE SA ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courrier du 13 juin 2024 reçu le 17 juin 2024 relatif à modification des jours et horaires d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Vu les compléments transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel reçu le 21 août 2024 ;

Vu le rapport et les propositions du 2 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 6 janvier 2025, reçu le 13 janvier 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. la société GURDEBEKE SA est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement implantée Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" sur le territoire de la commune de Lihons ;

2. par courriel reçu le 21 août 2024 complétant le dossier du 13 juin 2024, la société GURDEBEKE SA a transmis, à la préfecture de la Somme et à l'inspection des installations classées, un dossier de porter-à-connaissance visant à modifier les jours et horaires d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 2 janvier 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

4. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBIET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2018 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2021, autorisant la société GURDEBEKE SA dont le siège social est situé au 65 boulevard Carnot à Noyon, à exploiter ses installations sur le territoire de la commune de Lihons sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2018	Article 6.1.2 du chapitre 6.1 « Dispositions générales »	Supprimés et remplacés par l'article 3 du présent arrêté

ARTICLE 3. – JOURS ET HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

L'exploitation a lieu du lundi au vendredi de 7h30 à 12 h00 et 13h30 à 17 h00 et le samedi de 8 h00 à 12 h00.

Le samedi de 8 h00 à 12 h00, l'exploitant met en œuvre les moyens humains et matériels d'exploitation nécessaires à l'exploitation du site conformément aux arrêtés préfectoraux et notamment à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

ARTICLE 4. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Lihons pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr. »

ARTICLE 6. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de l'arrondissement de Péronne, le maire de la commune de Lihons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE SA.

Amiens, le 17 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD